



HAL
open science

Résistance, résilience et opinion dans la France des années noires

Denis Peschanski

► **To cite this version:**

Denis Peschanski. Résistance, résilience et opinion dans la France des années noires: Version auteur preprint 01/07/2005. *Psychiatrie française*, 2006, vol. XXXVI, 2/05 (Résister, Annie Gutmann dir.), pp.194-210. hal-00325928v1

HAL Id: hal-00325928

<https://hal.science/hal-00325928v1>

Submitted on 1 Oct 2008 (v1), last revised 16 Feb 2009 (v2)

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Résistance, résilience et opinion dans la France des années noires

Denis Peschanski*

Centre d'histoire sociale du XXe siècle

CNRS UMR 8058 Université - Panthéon-Sorbonne Paris 1
9 Rue Malher 75181 PARIS CEDEX 04
<http://histoire-sociale.univ-paris1.fr/>

Manuscrit auteur - Pré-print du 01/07/2005

Version finalisée publiée in

Psychiatrie française, vol. XXXVI, 2/05, février 2006, pp.194-210

Pour citer ce document en archives ouvertes [OAI AO-CSD]

Peschanski Denis, 2005, « Résistance, résilience et opinion dans la France des années noires », oai:hal.archives-ouvertes.fr:hal-00325928_v1, 2008-09-30 [pré-print AO-HAL, publié in : *Psychiatrie française*, vol. XXXVI, 2/05 (Résister, Annie Gutmann dir.), février 2006, pp.194-210]

Résumé

Les historiens de la Seconde Guerre mondiale ont toujours eu du mal à appréhender les comportements des Français. À côté de la Résistance et de l'opinion, l'emprunt du mot « résilience », proposé ici dans une acception bien spécifique, permet de rendre compte des comportements de distance, de refus, de contestation visant l'occupation mais ne relevant pas de la Résistance, comportements qui témoignent et participent de la reconstruction de l'identité individuelle et collective.

histoire; Seconde Guerre mondiale; France; résilience; opinion; Résistance; Vichy

Abstract

Resistance, resilience and opinion in the France of the dark years

Historians of the Second World War have always had difficulty in apprehending the behavior of the French. On the side of the Resistance and in public opinion, the borrowed word "resilience" proposed here with a very specific meaning, makes it possible to account for the behaviors of distance, of refusal, of challenge to the occupation, but which are not a part of the Resistance, behaviors which are witness to and which participate in the reconstruction of individual and collective identity

History; Second World War; France; Resilience; Opinion; Resistance;; Vichy

* peschan@univ-paris1.fr

Tous mes chaleureux remerciements à Eliane Daphy pour m'avoir initié aux archives ouvertes.

Longtemps l'histoire du très contemporain a dû mener bataille pour affirmer sa légitimité. Contestée par l'existence de la sociologie, de la science politique ou, sur un autre registre, du journalisme, elle a gagné ses galons en montrant qu'il était possible, et nécessaire, de questionner les périodes les plus récentes avec les outils de l'historien. Dans le cas français, la mise en place d'une institution à elle consacrée, mais aussi l'actualité récurrente de la mémoire de la Seconde Guerre mondiale et du communisme accompagnée d'une demande sociale d'expertise ont participé à cette nouvelle légitimation. Puisqu'il sera beaucoup question de définitions ici, nous ne souhaitons pas retenir l'expression d' « histoire du temps présent » car elle néglige les temporalités et institue la présence au moins potentielle du témoin comme consubstantielle. La notion de « très contemporain » a pour premier avantage de combler une lacune très française puisque nous sommes l'un de rares pays où le contemporain débute à la fin du XVIII^e siècle et non pendant la Première Guerre mondiale. Mais la notion permet de mieux rendre compte du double mouvement du poids du passé dans l'écriture au présent et du poids du présent dans l'écriture du passé, mais aussi le tout imbriqué dans une appréhension des acteurs pris eux-mêmes entre perceptions du passé, du présent et des horizons d'attente¹.

Pour reprendre une formule de Pierre Laborie, le principal défi consiste à donner de l'étrangeté à un monde si proche. Il est plus manifeste encore quand il s'agit de la France des années noires. C'est pourtant une des périodes de l'histoire de France qui a connu le plus d'avancées, le plus de territoires nouveaux explorés par une école historique française en pointe dans la suite de la révolution paxtonienne des années 1970².

L'approche a aussi évolué quand on s'est penché sur l'opinion ou sur la Résistance. Alors que Robert Paxton s'était polarisé sur l'État, les travaux récents articulent, dans une complexité croissante, comportements et représentations, société et sub-société clandestine, État et société civile. Quant à l'actualisation des études sur la mémoire de la guerre, elle doit d'abord permettre de revisiter les constructions globalisantes et permettre de penser la différence. Tout s'est joué dans la balance entre action et opinion. Longtemps on s'est polarisé sur l'opinion et, devinant avant de prouver que les Français étaient d'emblée, dans leur grande majorité, contre l'occupation et pour la libération du territoire national, le dérapage s'est fait de l'opinion à l'action et constituait la Résistance en phénomène de masse : la légende rose trouve là sa source. Quand, au milieu des années 1970, on a dérapé, à l'inverse, de l'action à l'opinion en

¹ Nous partageons cette approche avec Pierre Laborie qui l'a explicitée en préface de son recueil *La France des années troubles*, Paris, Desclée de Brouwer, 2003, coll. Points Histoire (éd. orig. 2001).

² Robert O. Paxton, *La France de Vichy*, Paris, Seuil, 1973.

partant du constat, non moins avéré, que la Résistance était le fait d'une minorité, on est tombé dans la légende noire : les Français tous collabos.

Il était donc essentiel de penser dans la différence l'action (la Résistance) et l'opinion. Ce qui fut fait. Mais un chaînon manque qui doit nous aider à mieux penser l'articulation entre les deux, après avoir pensé leur différence. Il manque pour désigner des formes d'opposition, des comportements de rejet, de distance, de dissidence qui ne relèvent pas de la Résistance, mais aussi pour mieux appréhender la reconstruction de l'identité nationale et sociale qu'elles accompagnent et révèlent.

J'ai choisi le terme de « résilience » pour le caractériser. Il s'agit ici à la fois d'expliquer la nécessité d'un concept complémentaire et d'en préciser les contours qui le rendent opératoire.

Définir

Commençons par définir la **Résistance**. La question peut sembler saugrenue tant, longtemps, cela coulait de source, comme semble couler de source toute exploration du très contemporain. Pourtant tout historien de la Résistance doit définir son objet, à défaut pour cette définition, sinon, d'être implicite. La question ne doit pas être simple puisqu'elle est récurrente. Le plus souvent les auteurs s'appuient sur les formes et les objectifs dans une démarche taxinomique. L'avantage de cette démarche résolument empirique est de pouvoir couvrir l'ensemble des actions concernées et de laisser la liste ouverte. Le défaut majeur tient dans l'empirisme même de la démarche qui instaure l'intuitif ou l'évidence apparente comme critères définitoires. En outre, la question du sens est alors évacuée. Cette question du sens est davantage mise en avant dans l'approche idéal-typique, bien plus récente. L'intérêt d'une telle démarche est de prendre en compte un maximum de paramètres, dont le sens donné à l'action, mais c'est une forme d'utopie théorique qui, pour reprendre les mots de Weber, ne se retrouvera « nulle part empiriquement dans sa pureté conceptuelle »³. Mais Weber a fait beaucoup de dégâts chez les historiens, car cet impossible global est souvent mis en avant pour justifier le fait que, dans les études de terrain, la formule ne permet pas de rendre compte de la Résistance dans sa complexité et sa diversité.

Il n'y a pas de solution miracle, mais il faut à l'évidence trouver, tout simplement, une définition qui permette de rendre compte de l'ensemble des formes de résistance sans en exclure aucune et d'exclure celles qui n'en relèvent pas « à l'évidence ». On aura bien compris que c'est bien cette « évidence » qui pose problème. À partir de travaux qui se sont concentrés sur les marges, j'ai donc proposé la définition suivante : toute action subversive

³ Max Weber, *Essais sur la théorie de la science*, Paris, Plon, 1965, p. 181.

visant à empêcher la réalisation des objectifs de l'occupant. On y trouve donc à la fois l'objectif, la conscience de l'action et le sens de cette action qui la distingue des formes légales, négociées ou non, de l'opposition, ou des comportements guidés par la seule compassion, la charité ou l'amitié. De fait c'est par l'observation et non par démarche hypothético-déductive, que nous avons précisé au fur et à mesure une définition dont la matrice (la référence à l'occupant) est commune depuis la guerre⁴.

Au-delà de la définition, ce qui frappe à l'examen de l'historiographie de la Résistance, c'est le retard qu'elle avait pris sur les travaux depuis plus de trente ans concentrés toujours davantage sur le régime de Vichy. Sans négliger les apports antérieurs, il y a bien renouveau depuis une quinzaine d'années qui aide à préciser notre propos d'ensemble. François Marcot a ouvert une piste importante avec la distinction entre fonctionnalité et intentionnalité. Sans entrer dans le détail, il essaie de dépasser l'approche traditionnelle sur la contribution des diverses couches sociales à la Résistance en montrant qu'il n'y a ni déterminisme, ni agrégat d'engagements personnel. Dans une approche dialectique il souligne qu'il est impossible de penser ce phénomène sans associer un principe d'intentionnalité qui décrit les valeurs, les objectifs et les stratégies, et un principe de fonctionnalité qui associe un engagement au besoin, et donc à une sollicitation. Autre sujet nouvellement privilégié, l'entrée en résistance peut être étroitement associée à cette problématique socio-politique. Le questionnement a valu pour 1940 bien sûr, mais, plus généralement, tout au long de la guerre. On a déjà évoqué aussi l'approche par les marges, ainsi des vichysto-résistants, des étrangers ou des juifs. Le jeu sur les temporalités a été privilégié par ceux qui souhaitaient inscrire le temps court de l'engagement résistant dans le temps long des révoltes et des sociétés. Enfin, si l'analyse du processus décisionnel a permis de sérieuses avancées dans la compréhension des relations entre France libre et résistance intérieure ou au sein même de cette dernière, ou du processus complexe de légitimation de ces pouvoirs concurrents à Vichy, ce n'est pas là ce sur ce terrain qu'on a connu les principales avancées conceptuelles.

La définition de **l'opinion** ne présente pas moins de difficultés ce que celle de la Résistance. Jusqu'à récemment, toute réflexion sur le sujet renvoyait au sens commun d'une expression collective face à tel ou tel événement. L'objectif était de repérer les grandes tendances qu'on

⁴ Nous avons proposé cette définition dans le volume *La France de Vichy. Archives inédites d'Angelo Tasca* (Milan, Fondazione Feltrinelli, 1995, pp. 3-42). Nous renvoyons aussi au décorticage opéré par Pierre Laborie dans « *La Résistance et les Français. Nouvelles approches* », *Les Cahiers de l'IHTP*, n°37, déc. 1997, pp. 15-27. Ce Cahier regroupe les synthèses réalisées à l'issue d'une série de six colloques organisés entre 1993 et 1997 sur ce sujet. Dans son article, Pierre Laborie propose une définition qui inclut la volonté de nuire à un ennemi identifié, la conscience de résister et un engagement dans l'action fondamentalement lié à des pratiques de transgression. Les mots sont un peu différents mais les définitions sont proches.

recherchait dans les supports de presse ou de propagande. En postulant un lien mécanique entre un événement et les réactions de l'opinion, on laissait de côté les acquis des travaux sur... les autres périodes. Car le tableau vaut principalement pour la Seconde Guerre mondiale. C'est à Pierre Laborie qu'on doit un profond renouvellement des études d'opinion sous l'occupation et le régime de Vichy. Il en appelle ainsi à une vision autrement plus complexe des phénomènes d'opinion en soulignant qu'il y a pluralité d'expression et que l'opinion, donc il faut reconnaître l'autonomie relative, est la résultante de mécanismes répondant à des temporalités différentes et emboîtées. Ils forment alors système de représentations, et tel est l'objectif du chercheur que de reconstituer ce système. On comprend que la linéarité n'est pas de mise et ce sont les rythmes différenciés qu'il s'agit de mettre en évidence. Enfin, et peut-être d'abord, il faut retenir que ce n'est pas l'événement reconstitué par l'historien qui est déterminant, mais l'événement tel qu'il est perçu par les contemporains. L'événement représenté, en ce qu'il est facteur d'action sur le réel, prend statut d'événement.

La recherche de ces mécanismes complexes permet de diagnostiquer une forme de crise d'identité nationale et sociale. Atomisation, repli sur soi, perte des repères caractérisent une situation qui se révèle à la fin des années 1930. Sur fond de crise économique qui perdure et d'affrontements sociaux et politiques non résolus, le socle des valeurs partagées vacille. Sans reprendre l'antienne du Vichy avant Vichy, il est clair que, sur le terrain des représentations collectives, la situation après la défaite ne peut se comprendre sans référence à une crise plus longue. Le lien de l'opinion avec la Résistance ne tient pas simplement dans une forme d'approbation croissante de la première avec la seconde ; après le trauma de la défaite et de l'instauration du système d'occupation, les évolutions de l'opinion montrent une sortie de crise à laquelle, bien sûr, participe la Résistance intérieure et extérieure.

Mais l'opinion n'est pas action. Quant à la Résistance elle n'est le fait que d'une petite minorité. Il y a une multitude de comportements qui révèlent la capacité de la société et des individus à la fois à réagir aux coups terribles qui leur sont portés et à se reconstruire sous la botte. C'est ce double mécanisme que nous souhaitons mettre en évidence et nommer. C'est lui que nous appellerons « **résilience** ». L'intérêt de caractériser et de nommer, c'est qu'on n'est plus en marge d'une situation bien caractérisée, on choisit de se situer au cœur d'une autre. La demande, elle se mesure à la difficulté des historiens à dire ce qu'ils arrivent à décrire. Évoquant les manifestations de ménagères, Jean-Marie Guillon parle ainsi de « phénomène de radicalité sociale » qui, au bout du bout, est partie prenante d'une Résistance conçue comme mouvement social. Évoquant les comportements qui signalent le refus, personnel ou collectif, l'esprit frondeur, Jacqueline Sainclivier parle de résistance a-organisationnelle et pré-organisationnelle. Comme si ces nuances ne suffisaient pas, l'une des

formes repérées seraient même « les prémices d'une résistance pré-organisationnelle ». On pourrait penser que Jacques Sémelin a trouvé une piste solide en consacrant un ouvrage important à la « résistance civile » qu'il définit comme « le processus spontané de lutte de la société civile par des moyens non armés contre l'agression dont cette société est victime »⁵. Quand il entre dans le détail des formes que la définition recouvre, il mélange des actions de résistance (comme l'organisation du sauvetage des Juifs) et celles qui, le plus souvent, n'en relèvent pas (comme les grèves ouvrières ou les manifestations de ménagères). Tous ces exemples illustrent, parmi d'autres, la difficulté à penser ces réalités. Mais les uns et les autres ont repéré le problème. De fait des solutions sémantiques ont été proposées. Partant il est vrai d'une étude d'opinion plus que de comportement dans la Bavière nazifiée, Ian Kershaw parle de « dissent » traduit en français par « dissension ». Plus proche encore de notre préoccupation, et toujours à partir du cas de la Bavière, Martin Broszat et l'équipe d'historiens qui l'entouraient ont emprunté au vocabulaire médicale en distinguant la Résistance proprement dite, *Widerstand*, et la capacité immunitaire d'une société, *Resistenz*. Les mots sont allemands mais ils pointent une différence essentielle. On notera que, déjà, le vocabulaire médical est sollicité.

C'est bien en termes de sollicitation, d'emprunt qu'il faut parler de ma démarche qui conduit à l'utilisation du mot de « résilience ». Inutile ici de m'étendre sur la généalogie du terme et sur son acception la plus habituelle, si ce n'est pour rappeler que la psychologie a emprunté la notion aux sciences du matériau. La résilience caractérise donc d'abord la résistance au choc d'un matériau qui peut, malgré ce choc, reprendre sa forme originelle. Cette résilience est alors calculée en kg par cm². Or quand Michaël Rutter, puis Stefan Vanistendael ou Boris Cyrulnik utilisent le terme, ils signalent bien la logique qui les guide : ils importent la notion pour l'adapter à leur objet d'étude, en général l'enfant en état de stress. « Si la résilience désigne dans les deux cas la capacité de s'opposer aux pressions de l'environnement, elle implique également en psychologie une dynamique positive, une capacité d'aller de l'avant. La résilience humaine ne se limite pas à une attitude de résistance, elle permet la construction, voire la reconstruction »⁶. Ces auteurs et praticiens nous intéressent aussi quand ils pensent la dialectique entre le sujet et la société. Il en est ainsi de la métaphore du tricotage chère à Boris

⁵ Jacques Sémelin, *Sans armes face à Hitler. La résistance civile 1939-1943*, Paris, Payot, 1989. On retrouvera les contributions de Jean-Marie Guillon et de Jacqueline Sainclivier dans le collectif déjà cité, *La Résistance et les Français...*

⁶ S. Vanistendael et J. Lecomte, *Le bonheur est toujours possible ; construire la résilience*, Paris, Bayard, 2000, p. 19.

Cyrulnik qui participe de la réhabilitation du sujet contre tous les déterminismes, introduit la multicausalité et pense l'individu dans l'environnement synchronique et diachronique⁷.

La logique heuristique qui me guide s'inscrit dans la même logique. Je ne souhaite pas transposer un concept opératoire dans un domaine donné⁸. Comme les psychologues, j'emprunte un mot car il me semble tenir de sa généalogie une légitimité à décrire la réalité dont je veux rendre compte. Dans la défaite et la débâcle, les Français apparaissent bien comme ces matériaux qui reçoivent un coup terrible, mais qui, au fur et à mesure, reprennent leur forme originelle ; en même temps ils ne reviennent pas à leur situation antérieure car, comme par dépassement, ils montrent, par bien des comportements, qu'ils tendent à sortir de la crise d'identité nationale et sociale. Dans l'acception que je propose, la résilience intègre tous les comportements de refus, de distance, de contestation qui signalent la volonté de résister aux coups subis du fait de l'occupation et de la défaite et celle de se reconstruire une identité individuelle et collective. Mais elle exclut les faits de résistance (cf. supra), même si opinion, résilience et résistance se trouvent étroitement imbriqués. Penser la différence pour mieux penser la cohérence.

Typologie de la résilience

Il est impossible d'être ici exhaustif pour rendre compte des divers comportements qui peuvent relever de la résilience, telle que je viens de la définir. À défaut il est possible d'en avoir quelque idée en les classant en grands types suivant le terrain où ils se révèlent. Pour qui souhaite en rendre compte dans leur globalité, l'obstacle est évident, comparable à celui que rencontrent Vanistendael ou Cyrulnik. L'un dit que la résilience est un processus intrinsèquement mouvant qui se développe *hic et nunc*, toutes conditions qui peuvent changer et rendent ainsi la résilience un phénomène instable et relatif. La résilience n'a rien à voir avec l'invulnérabilité, complète le second auteur. Ce sera la dernière incursion sur le terrain de la psychologie, mais la force du parallèle nous semble justifier davantage encore l'emprunt du concept.

C'est sur le terrain de **la vie quotidienne** que le phénomène est le plus évident et le plus massif. Dans la société de pénuries née de la guerre et de la défaite, le consommateur a remplacé le producteur comme figure structurante de la société française. La quotidienneté

⁷ « La résilience est un tricot qui noue une laine environnementale avec une laine affective et sociale (...). La résilience n'est pas une substance, c'est un maillage », Boris Cyrulnik, *Un merveilleux malheur*, Paris, Odile Jacob, 2002 (1999), p. 39

⁸ Pour un exemple de transposition, Henry Rousso, *Le syndrome de Vichy de 1944 à nos jours*, Paris, Seuil, 1987 et 1990.

des restrictions engendre des comportements subversifs qui, pour autant, ne relèvent pas d'une volonté particulière et coordonnée d'empêcher la réalisation des objectifs de l'occupant. Cela va des propos critiques envers le gouvernement dans les queues qui sont le quotidien des femmes d'alors, jusqu'aux manifestations de ménagères qui, pour la plupart, comme l'a montré Jean-Marie Guillon, sont largement spontanées. Le phénomène est massif et concerne l'ensemble du territoire. L'objectif est d'abord alimentaire, lié à la satisfaction immédiate de la distribution de denrées. Partie le plus souvent du marché, la manifestation rejoint en général le lieu local du pouvoir (mairie ou préfecture) où une délégation est souvent reçue. Les cris et slogans accompagnent une protestation exempte de drapeaux ou calicots. Enfin et surtout, compte tenu du partage sexué du travail, les femmes sont presque seules présentes. Le travail reste à faire qui dresserait une carte complète de ces manifestations à la taille si variable. La chronologie vient compliquer le tableau avec quatre phases caractérisées, à savoir l'hiver 1940-1941, plus encore le premier semestre de 1942, puis le printemps et l'automne 1943, puis à la fin du printemps 1944. Jean-Marie Guillon nous explique bien le rôle moteur du PC clandestin, surtout dans la première et la dernière phase, mais aussi, plus souvent encore, son rôle d'accompagnateur, d'amplificateur. Avec les ménagères, comme avec les ouvriers ou les étrangers, le parti se retrouve dans « son rôle historique habituel d'intégrateur de catégories en marge ». À côté de l'importance du phénomène, de son autonomie relative, on notera avec l'auteur son caractère archaïque. De fait, sur le temps long, les références sont à chercher dans les révoltes frumentaires, ces « troubles de subsistances » si caractéristiques de l'ancien régime. Oui, « même spontanée, même élémentaire et uniquement alimentaire, la prise de parole, la revendication sont bien de nature politique, ne serait-ce qu'en interpellant les autorités et en posant la question, implicitement, des responsables de la pénurie ». Non, je ne peux conclure avec Jean-Marie Guillon comme une évidence que : « De ce fait, il entre bien dans le processus résistant »⁹. Mais oui, ces expressions de colère doivent être pensées à la fois dans leur autonomie relative, et dans leur imbrication avec d'autres formes de résilience, avec l'état de l'opinion et les actions de la Résistance.

Autre situation, autre lieu, mêmes interrogations. Quand la France est défaite, ce sont près de deux millions de prisonniers de guerre qui se trouvent enfermés outre-Rhin. Il s'agit bien toujours de la vie quotidienne, si ce n'est que les aléas de la guerre ont imposé d'autres lieux et formes d'expression individuelle et collective du refus. S'il y a bien un milieu où règne l'ambivalence si caractéristique de la « France des années troubles », pour reprendre la belle

⁹ Au-delà de cette divergence qui tient justement à l'impasse conceptuelle évoquée plus haut, nous renvoyons à l'article lumineux de Jean-Marie Guillon sur « Les manifestations de ménagères : protestation populaire et résistance féminine spécifique », in Mechtild Gilzmer, Christine Levisse-Touzé et Stefan Martens (dir.), *Les femmes dans la Résistance en France*, Paris, Tallandier, 2003, pp. 107-133. Voir aussi Danièle Tartakowsky, *Les Manifestations de rue en France, 1918-1968*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1997.

et juste expression de Pierre Laborie, c'est bien ce monde des prisonniers de guerre profondément marqué par la défaite qui, plus que les autres Français encore, voit en Pétain le symbole de la France maintenue face à l'adversité après la débâcle, le militaire de Verdun qui doit reconstruire un pays en crise profonde. Une forme de patriotisme minimal. Le terrain est d'autant plus favorable qu'il est travaillé par le chef de l'État français qui fait du prisonnier l'une des figures de référence du nouveau régime. Pour peu que le PG ne s'enferme pas dans une logique de simple survie, bien des actes dont les témoignages abondent témoignent du refus de l'occupation, de la volonté de retour, du sentiment partagé d'une reconstruction nécessaire après la défaite contre le « boche » exécré. La défaite du pays, cause de leur emprisonnement, est doublée par le sort partagé individuellement par chacun, sorte de métonymie du désastre national mais aussi de la nécessaire reconstruction du pays contre l'Allemagne.

Même s'ils apparaissent bien loin derrière les marques de résilience liées à la vie quotidienne, la protestation, la « dissidence », le rejet s'expriment dans **le milieu du travail**, principalement dans les usines et mines, si stratégiques pour l'économie de guerre allemande. On dirait presque que, par définition, les lieux de travail sont lieux de reconstruction du sujet par la reconstruction du collectif. La caractérisation des actions de refus n'est pas simple car, le plus souvent, les accents patriotiques sont loin d'être absents d'une protestation foncièrement sociale. À la différence des mouvements de ménagères, ces mouvements sociaux peuvent avoir des conséquences dramatiques, jusqu'à la déportation comme ce fut le cas dans la répression de la grande grève des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais de 1941. De fait, 248 mineurs sont déportés à l'issue du plus grand mouvement de masse que connut la France sous l'occupation. Elles sont transférées dans la citadelle d'Huy en Belgique avant d'arriver dès juin 1941 au KL de Sachsenhausen. Les mines du Nord avaient déjà connu dès 1940 des mouvements de grèves limités. Mais là c'est tout le bassin houiller qui est touché entre le 27 mai jusqu'au 4 juin 1941, quand 80% des mineurs sont en grève. Le mouvement durera jusqu'au 10 juin. Comme il est de tradition en pareil cas, on parle difficultés du ravitaillement, salaires insuffisants et pénibilité des conditions de travail. Dans le même temps, drapeaux rouge et tricolores apparurent en haut des puits. L'ambivalence est là, mais il est difficile pourtant de ranger cette protestation d'abord sociale parmi les actions de résistance, quelles que furent ses conséquences. De fait ce mouvement massif participa de la reconstruction individuelle et collective sur fond de rejet de l'occupation et de ses effets.

À une autre échelle, mais tel est bien l'intérêt aussi de cette notion de résilience que de couvrir des situations aussi diverses, les comportements résilients sont aussi nombreux dans les administrations. Ils relèvent tous d'une même obsession, celle d'affirmer leur légitimité

face aux tentatives de contrôle par l'occupant, quand il ne s'agissait pas de mise au pas. Citons le cas de la magistrature. Danièle Lochak a montré à juste titre comment les juristes avaient participé de la banalisation du droit antisémite en glosant sur les nouvelles lois avec le talent et la rigueur de l'expertise, une expertise qui cautionne. Voilà ainsi des mesures légitimées par le regard même que posent les juristes dessus. Mais elle soulignait déjà, avant la synthèse d'Alain Bancaud sur la magistrature sous Vichy, que, tout en ayant prêté serment au maréchal (condition d'ailleurs de leur maintien en fonction), les magistrats sont alors un certain nombre à avoir une lecture très restrictive de la législation antisémite. S'opposer dans la légalité, en quelque sorte ; pour limiter les effets de mesures d'exception et affirmer l'indépendance de la magistrature française, sous le joug¹⁰. On pourrait aussi citer le cas de l'Armée, quand le cabinet du ministère argumente pour récuser le rattachement des sections spéciales de zone sud aux tribunaux militaires en 1941. La conclusion, en forme d'interrogations, est des plus claires : « Est-il convenable – y lit-on en substance – pour le maintien du prestige de l'Armée en cette époque de Révolution nationale, de lui faire remplir, sous la forme judiciaire (...) une besogne d'épuration politique pour laquelle elle est manifestement incompétente, et de l'exposer ainsi, par suite des erreurs qu'elle peut commettre, à encourir le blâme et la désaffection du Pays ? » L'auteur de la note s'interroge même : « N'y a-t-il pas lieu de tenir compte des enseignements de l'histoire qui apprend qu'aucun gouvernement de France n'a jamais eu à recourir à de telles pratiques ? ».

On peut aussi rappeler qu'en 1942 l'État-major refuse de prêter la main aux déportations de Juifs car une telle tâche ne relevait pas de ses fonctions. Plus globalement, le comportement de l'armée d'armistice dont les responsables prennent une série de mesures clandestines pour aider à la mobilisation si l'opportunité se présente, mais culture de corps aidant, faite de l'obéissance et du respect de l'État, il ne s'agit pas d'une mobilisation clandestine. Pour l'essentiel, il y a bien clandestinité mais il n'y a pas résistance, ce qui n'empêchera à côté ni les actions relevant effectivement de la résistance, ni la simple gestion obéissante¹¹.

Le couple légal/illégal est également au cœur des actions de **solidarité** en faveur des catégories touchées par l'occupant ou l'État français. On pense bien sûr au sauvetage des Juifs. La Résistance a joué son rôle, mais elle ne permet pas seule de comprendre comment et

¹⁰ Danièle Lochak, *La Doctrine sous Vichy ou les mésaventures du positivisme*, in *Les Usages du droit*, CURAP, Paris, PUF, 1989, pp252-285.; Alain Bancaud, *Une exception ordinaire. La magistrature en France 1930-1950*, Paris, Gallimard, 2002..

¹¹ Robert Paxton, *L'Armée de Vichy. Le corps des officiers français 1940-1944*, Paris, Tallandier, 2004 (éd. originale 1966), Denis Peschanski et Laurent Douzou, « La Résistance face à l'hypothèque Vichy », *La France de Vichy*, Fondazione Feltrinelli, *op. cit.*, pp. 3-42. Nous remercions Claire Andrieu de nous avoir communiqué la note du cabinet du ministre de la Défense, nd (1941), SHAT.

pourquoi trois quarts des juifs de France ont échappé à l'arrestation et à la déportation. L'autre composante du triptyque intervient aussi au premier chef, puisque le renversement de l'opinion vis-à-vis du sort des Juifs a été décisif à partir de l'été 1942. Mais s'ajoute, en relais, la protestation des Églises chrétiennes, massivement les églises protestantes, plus partiellement et, surtout, plus progressivement, l'Église catholique. Et ce sont les multiples gestes et postures, y compris ceux qui sont motivés par la compassion et la pitié bien davantage que par la volonté explicite d'empêcher la réalisation de cet objectif majeur de l'occupant. Les pressions de l'opinion et des Églises obligent le gouvernement français à laisser peu à peu les Allemands prendre en charge l'essentiel de la traque. La résilience n'a pas grand-chose à voir dans ce changement d'attitude gouvernementale ; il n'en va pas de même dans la stratégie de survie mise en œuvre par les Juifs eux-mêmes quand ils comprennent qu'il fallait se cacher (ou se battre) pour échapper à la mort. Par ailleurs le pourcentage de Juifs français (environ la moitié des Juifs présents en métropole) objet des négociations entre Vichy et les Allemands, mais aussi tout simplement la dimension du pays (comparons à la Belgique dont, en outre, la population juive était à 95 % étrangère) participent également de l'explication. Il n'y a pas d'explication monocausale. Dans la combinaison de facteurs qui ne doivent pas être dissociés comme c'est trop souvent le cas, on mesure combien le concept de résilience permet de saisir une réalité complexe.

Dans le même registre et sur le même thème, l'histoire des camps d'internement offre un terrain privilégié pour ce type d'approche. Il faut rappeler en effet que l'internement administratif, à savoir celui qui vise des personnes non pour un crime ou un délit qu'elles auraient commis pour le danger potentiel qu'elles représentent pour l'État ou la société, est un instrument privilégié par le régime de Vichy. Il l'inscrit dans une logique d'exclusion qui vise ceux que Pétain appelle « les forces de l'anti-France » et qu'ils stigmatisent comme les vrais responsables de la défaite, une exclusion qui est consubstantielle du régime car elle vise ceux qui sont considérés comme les responsables de la défaite. Ainsi Juifs, communistes, étrangers sont les principaux visés par cette mesure administrative qui évite donc la procédure judicairo-policière traditionnelle. L'exclusion est bien consubstantielle du régime. De fait, en décembre 1940, on compte quelque 50 000 personnes internées dans la zone non occupée, en dehors donc de la moindre présence d'un soldat allemand. Mais l'État n'avait pas les moyens de sa politique et une vraie crise se fait jour, engendrant désorganisation, morbidité et mortalité. Là interviennent les œuvres d'entraide, autorisées, qui vont se charger, sur leurs fonds et grâce à leurs personnels, d'améliorer le sort de ces internés. Beaucoup a été écrit sur la contradiction dans laquelle se trouvaient ces hommes et ces femmes. Elle devint dramatique quand, en 1942, les Allemands imposent leur propre logique, celle de la mise en œuvre de la solution finale en France. Il est toujours facile de juger aujourd'hui que l'on sait. Mais la question se pose, car elle a été posée par les acteurs eux-mêmes au moment des faits.

Fallait-il rester sur le terrain légal au risque, sinon, de compromettre les possibilités d'intervention ? Fallait-il consacrer tant d'argent à l'amélioration des conditions de vie dans les camps, plutôt qu'à faire sortir les internés ? La réponse est pour partie dans le fait que beaucoup comprirent qu'il fallait coupler action légale et action illégale. Mais beaucoup aussi restèrent sur le terrain légal en se battant pied à pied pour soigner les internés et, bientôt, accompagner le drame des déportations. Pour autant, on se gardera d'oublier que des 50 000 internés de la fin 1940, ils restaient à peine plus de 10 000 au moment des premières rafles de zone sud. Ensuite, d'autres seront raflés bien entendu, mais comment caractériser ce combat légal de tous les instants des œuvres d'entraide pour la survie dans les camps et la libération du plus grand nombre ? La réponse tient dans la question. La lecture des nombreux témoignages contemporains d'assistantes sociales ou d'internés confirme l'importance et la singularité qu'eut cette action.

On terminera par les comportements individuels ou collectifs qui relèvent de **l'engagement citoyen**. Entendons par là le code des signes. Il en est ainsi du non conformisme résolument frondeur, comme la mode des zazous. Évoquant ce qu'il nomme donc la résistance civile en Europe occupée, Jacques Sémelin insiste à juste titre sur cette dimension du refus : « Des signes culturels divers ont progressivement constitué un *langage de la distinction*, une façon de dire non aux valeurs de l'occupant et de ses collaborateurs, de garder une certaine fidélité envers soi-même »¹². Ce langage peut être plus engagé encore quand ils accompagnent une manifestation anniversaire : on connaît bien la photo de ces trois jeunes filles qui, le 14 juillet 1942, défilent de front sur les Grands boulevards, l'une étant habillée de bleu, la deuxième de blanc et la dernière de rouge. Ces manifestations sollicitées par De Gaulle et la France libre scandent la vie sous l'occupation : 11 novembre et 14 juillet sont régulièrement fêtés par des rassemblements dans les rues (souvent ballades plus que manifestations, pour éviter la répression) ; elles peuvent être ponctuelles comme la grève générale du 31 octobre, soit 5mn de garde à vous demandés par le général de Gaulle après les fusillades d'otages à Sauges et Châteaubriant. On mesure l'importance de la BBC dans ce dispositif propagandiste et l'organisation des réactions individuelles et collectives bien au-delà du monde résistant. De fait l'écoute clandestine de la BBC chez soi est une autre forme de résilience caractérisée, ce qui ne voulait pas dire qu'elle allait sans risque. Il faudrait aussi faire la liste de toutes manifestations individuelles ou collective de l'esprit frondeur, ainsi du sifflement des Actualités allemandes dans les salles de cinéma, si bien que les autorités allemandes imposent bientôt qu'on laisse la lumière allumée au moment de la diffusion de ces Actualités qui

¹² Jacques Sémelin, *op. cit.*, p. 59.

précédaient toujours la projection du film. On sait que là se joue en particulier la question cruciale de la légitimité/légitimation/dé légitimation des pouvoirs concurrents¹³.

Les quelques cas que nous avons trop rapidement évoqués illustrent bien la nécessité de penser et de nommer, pour mieux les penser, ces comportements de refus, de distance, de dissension, de fronde, peu importe les termes, qui ne relèvent pas de la résistance mais partagent bien sûr avec elle le même rejet, mais qui participent aussi avec elle de la reconstruction de l'identité sociale et nationale. Tel est l'intérêt de ce concept de « résilience » qui aide à caractériser et décrire le chaînon manquant entre opinion et résistance.

Mais quand on voit l'imbrication entre résistance, résilience et opinion, on comprend mieux les mécanismes mémoriels à l'œuvre dès l'après guerre. On a trop souvent répété, et moi le premier, qu'avec la Libération s'imposa très vite une forme d'image d'Epinal sous la double houlette des deux mémoires dominantes et donc convergentes, la mémoire gaulliste et la mémoire communiste. Il se serait agi de renvoyer à la société l'image d'un peuple résistant uni qui derrière son chef charismatique, qui derrière son parti d'avant-garde. Or, comme y a insisté avec justesse Pierre Laborie, le peuple savait très bien que la Résistance était le fait d'une minorité, mais chacun avait le sentiment de partager au moins la même position dans le système d'oppression, de partager une communauté de souffrances, chacun à son niveau bien entendu et chacun le sachant.

Mais ce sentiment de communauté et d'unité, il se construit dans la guerre même de toutes les formes de résilience qui participent certes de la reconstruction individuelle, mais aussi de la reconstruction collective, façon de sortir de la crise d'identité nationale et sociale dans laquelle s'était enfoncé le pays depuis la fin des années 1930.

La clarification terminologique conduit en toute logique à un nouveau défi. Après avoir pensé résistance et opinion dans la différence pour éviter les confusions porteuses de légendes, il est essentiel à la fois dans leurs différences et en système résistance, résilience et opinion, même si chacune a sa propre logique.

¹³ Nous nous permettons de renvoyer à l'article que nous avons publié dans le cadre d'une recherche européenne sur la légitimité dans les systèmes d'occupation pendant la 2^e Guerre mondiale : « Legitimacy, legitimation, delegitimation : France in the Dark Years, a textbook case », *Contemporary European history*, 13,4, 2004, pp. 409-423.